

## INTRODUCTION

468 milliards d'euros<sup>2</sup>. C'est le montant astronomique du déficit cumulé de la balance commerciale de la France au cours des dix dernières années. Même si le déficit pour l'année 2013 a été un peu moins mauvais que celui des années précédentes, personne ne peut nier aujourd'hui la réalité de la situation catastrophique du commerce extérieur français. Dans l'histoire contemporaine de notre pays, jamais ce déficit n'a été aussi important ni les difficultés aussi grandes. Pourtant, la situation n'est pas aussi simple que les chiffres le laissent à penser. Et la notion même de « *déficit du commerce extérieur* » est plus complexe à appréhender que la manière dont la majorité des responsables politiques et commentateurs veut bien la présenter.

**Une notion de « *déficit* » à relativiser...**

Contrairement à une idée couramment répandue, le déficit du commerce extérieur n'est pas *a priori* un problème en soi. En cette période de forte incertitude économique, liée en particulier à l'aggravation du déficit budgétaire de l'Etat, le terme de « *déficit* » est naturellement anxiogène. Concernant le « *déficit du commerce extérieur* », il trouve une résonance d'autant plus forte auprès de la classe politique et des médias que les chiffres ne cessent de se dégrader depuis une décennie. Pour autant, il existe des arguments solides pour expliquer et justifier en partie (et en partie seulement, c'est bien là que se situe le problème !) le fait que le commerce extérieur de la France soit déficitaire. Comme le souligne le Prix Nobel d'économie Paul Krugman, « *une économie nationale ressemble fort peu à une entreprise privée, et ce que connaît l'entrepreneur à son niveau, ne peut en rien nous aider à comprendre les problèmes d'équilibre global inhérents à la théorie du commerce international* » (Krugman, 1998).

Le premier d'entre eux est que le commerce extérieur n'est qu'**un des aspects des relations économiques extérieures**. D'autres éléments doivent être pris en compte. A côté de la balance commerciale, il faut, pour ce qui touche aux transactions courantes, ajouter l'ensemble des services et des transferts unilatéraux. L'ensemble de ces éléments constitue la balance des « *invisibles* ». Et les chiffres relatifs à cet indicateur montrent que jusqu'en 2004, la situation de la France reste saine. Aujourd'hui encore, ces chiffres laissent apparaître une situation (un peu) moins catastrophique.

Le deuxième argument à prendre en compte est qu'un niveau élevé d'importations peut être considéré comme **un signe de bonne santé** d'une économie qui consomme.

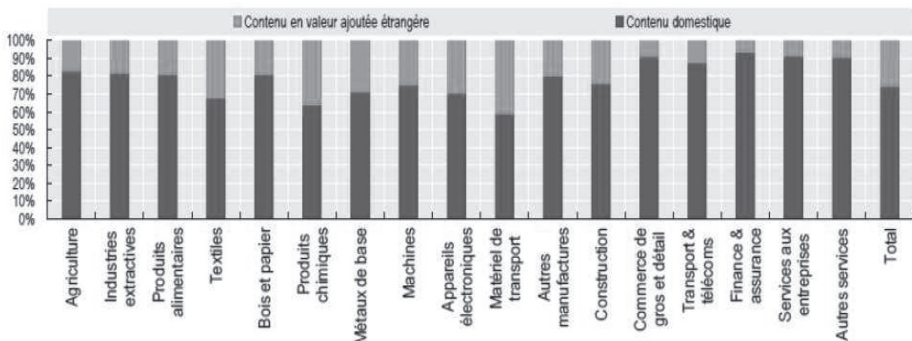
2 Précisément 468 665 Md€ pour la période allant de 2004 à 2013 (Source : Banque de France, Ministère du Commerce extérieur).

*A contrario*, lorsque les importations reculent en France de 2,3% sur l'année 2013<sup>3</sup>, cela a certes un effet positif sur la balance commerciale de la France, mais cela démontre aussi la faiblesse de la demande intérieure.

Le troisième argument a trait à **la nature même du commerce mondial**. Comme le souligne Emmanuel Martin, les responsables politiques ont tendance à assimiler les exportations à un gain et les importations à une perte, confondant ainsi les intérêts producteurs des entreprises avec l'intérêt national (Martin, 2013). Cette approche héritée de la pensée mercantiliste est aujourd'hui très éloignée de la réalité d'une économie de marché ouverte. Dans un environnement globalisé, il est en effet difficile de raisonner sur la simple opposition entre d'un côté ce qui serait « français » et de l'autre ce qui ne le serait pas... n'en déplaise au Ministre du redressement productif Arnaud Montebourg. L'exemple du secteur automobile est symptomatique de la complexité de cet environnement économique international : prenons le cas d'une Renault Clio produite en Slovénie. Son importation sur le marché français a effectivement un impact négatif sur le commerce extérieur de la France. Mais en parallèle, cette vente contribue au chiffre d'affaires et au résultat de Renault SA (société française, payant ses impôts en France). En outre, même si les emplois liés à l'assemblage de ce véhicule sont localisés en Slovénie, ceux nécessaires à sa conception, à la production des sous-ensembles intégrés, à son marketing, à sa distribution et à l'ensemble des fonctions supports sont encore largement localisés en France. Cette vente sur le territoire national d'un véhicule importé est donc doublement bénéfique pour l'économie française. L'analyse est d'autant plus complexe que ce raisonnement peut s'appliquer de la même manière, mais dans l'exact sens inverse, pour la Toyota Yaris, véhicule de conception japonaise mais produit à Valenciennes pour le marché européen.

Enfin le dernier argument complète le précédent. Dans un monde globalisé, un déficit de la balance commerciale n'équivaut pas totalement à une perte. Il comprend également **une transformation de valeur**, en raison des relations étroites de sous-traitance qui existent entre les acteurs économiques à l'échelle internationale.

**Figure 1 - Contenu en valeur ajoutée des exportations brutes françaises (pour 2009)**



Source : OCDE, Country note « France »

3 Département des statistiques et des études économiques (2014), « *Le Chiffre du commerce extérieur. Année 2013* », 7 février, 12 p.

L'analyse de l'OCDE (Figure 1) montre ainsi que plus de 25% de la valeur ajoutée des exportations françaises provient d'importations préalables de contenus réalisés à l'étranger. Dit autrement, dans 1 euro d'exportations, 25 centimes viennent de nos importations. Dans le domaine des matériels de transport, cette part atteint même 40% : on retrouve des équipements électroniques allemands intégrés dans des véhicules Peugeot ou des réacteurs britanniques montés sur des Airbus. En paraphrasant Helmut Schmidt, on pourrait dire qu'une partie des importations d'aujourd'hui font les exportations de demain et les emplois d'après-demain !

### ...mais une situation désormais alarmante

Le déficit de la balance commerciale ne peut et ne doit donc pas être assimilé à une perte comptable nette. Toutefois, ce déficit devient un problème crucial lorsqu'il impacte les fondamentaux de l'économie nationale. C'est malheureusement le cas de la France, comme l'a exprimé avec force le Commissaire général à l'investissement Louis Gallois dans son rapport au Premier Ministre sur la compétitivité de l'industrie française : « **Devant le déficit de notre commerce extérieur, la progression de l'exportation est une priorité nationale. Notre indépendance et le niveau de vie des Français en dépendent** » (Gallois, 2012). Les mots sont forts car les résultats catastrophiques du commerce extérieur ont désormais un impact direct sur les grands équilibres de la France, comme l'a également rappelé le député Gilles Carrez, rapporteur de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire à l'occasion de la présentation du projet de loi de finances pour 2012 devant l'assemblée nationale en octobre 2011.

L'observation de la situation allemande montre que, comme en France, la consommation est atone et l'investissement en baisse (les investissements des entreprises ont reculé de 7% au quatrième trimestre 2012 comparé au quatrième trimestre 2011). De ce fait, seules les exportations continuent d'alimenter la croissance allemande et cela de manière particulièrement significative : « *les exportations outre-Rhin, qui représentent 50% du PIB allemand, restent dopées par la demande mondiale. En 2012, elles ont crû au même rythme que le commerce mondial : +3% en volume. Résultat, la croissance allemande attendue en 2013 se situera entre 0,5 et 1%* » (Artus, 2013). La France fait face à une situation très différente. Alors même que l'investissement des entreprises est en berne depuis de nombreuses années et que la consommation, principal moteur de l'économie, s'essouffle à son tour, les mauvais résultats du commerce extérieur français ont un impact négatif sur la croissance économique du pays. Au total, « *le solde des transactions courantes est passé d'un excédent de 3 points de PIB à la fin des années quatre-vingt-dix à un déficit significatif aujourd'hui* » (Artus, Fontagné, 2006).

**Tableau 1 - Contribution du solde extérieur des biens et services à la croissance du PIB français en volume<sup>4</sup>**

2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
0,0	- 0,6	- 0,2	- 0,7	0,0	- 0,9	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,6

4 Gilles Carrez (2011), op. cit.

Jusqu'à la fin des années quatre-vingt dix, l'économie française était à la recherche de l'équilibre de sa balance des paiements pour des raisons monétaires, liées au taux de change du franc, malmené par les marchés financiers plus souvent qu'à son tour. La disparition du franc au profit de l'euro a réduit cette contrainte, transférée aux frontières de la zone euro. Désormais, cet équilibre est avant tout recherché pour faire face à une contrainte extérieure nouvelle, qui s'exprime avant tout en termes d'activité, d'emploi et donc de croissance économique<sup>5</sup>.

Si la balance des paiements n'est pas équilibrée, le recours à l'endettement devient nécessaire. Or celle-ci ne cesse de se dégrader avec l'accroissement du déficit des échanges des biens que ne parvient plus à compenser l'excédent des services exportables et les transferts de revenus. En accroissant **la dette des agents économiques à l'égard de l'extérieur**, le déficit du commerce extérieur ne peut être déconnecté d'un autre enjeu majeur pour la France, à savoir la question de la dette souveraine : « *si on a pu penser qu'une dette en euros essentiellement détenue par des investisseurs européens ne posait pas de réel problème, la crise des dettes souveraines des pays de la zone euro a changé la donne en mettant en lumière le retour de la contrainte extérieure* ». On assiste ainsi au retour des contraintes connues dans les années quatre-vingts, sans disposer pour autant de la bouffée d'oxygène que peut apporter une dévaluation de la monnaie. Dévaluation qui serait sans doute bien utile pour redonner de la compétitivité aux exportations françaises.

Contrairement aux propos de notre homme politique sur une chaîne d'information en continu, l'euro fort et la facture énergétique ne suffisent pas à expliquer le déficit de la balance des biens. Une étude de la direction du Trésor montre en effet que depuis 2003, seule la moitié de la dégradation du solde commercial français peut être expliquée par la hausse du prix du baril de pétrole. « *L'euro fort ou le montant de la facture énergétique ne suffisent plus à expliquer le déficit structurel de la balance des biens. Il est donc le révélateur d'une crise grave, celle de l'érosion de la compétitivité de la France* » (Direction du Trésor, 2011). En outre, il s'avère qu'aucun pays « *ne compense les déficits des échanges de biens par une spécialisation suffisante dans les services. Cette spécialisation est de plus en plus faible, dans le cas de la France, et concentrée sur le tourisme* »<sup>6</sup>.

Le commerce extérieur est le miroir de la compétitivité d'une nation dans un environnement concurrentiel ouvert ; compétitivité en matière de coûts salariaux bien évidemment, mais pas seulement. La capacité à vendre des produits hors de ses frontières nationales dépend également de la compétitivité d'une nation et de ses entreprises en matière d'innovation, de formation, d'organisation des filières, de culture internationale, d'efficacité commerciale ou encore d'image d'un pays et de ses produits... De ce fait, l'enjeu du rééquilibrage de la balance commerciale est bien celui du renforcement de la compétitivité d'une nation autant que de ses entreprises, confrontées à une concurrence internationale toujours plus large et agressive.

La cote d'alerte du déficit du commerce extérieur de la France est aujourd'hui largement dépassée. Il est indispensable – et urgent – que l'ensemble des composantes

5 Patrick Artus et Lionel Fontagné (2006), op. cit.

6 Patrick Artus et Lionel Fontagné (2006), op. cit. p. 66.

de la société française prenne enfin conscience de la gravité de la situation. Cela concerne au premier chef les pouvoirs publics et les entreprises, mais également l'ensemble des acteurs de la société civile : syndicats de salariés, consommateurs, enseignants et citoyens...

L'ambition de cet essai est de contribuer tant que faire se peut à l'analyse, la réflexion et l'action pour sortir de cette situation dont chacun s'accorde en coulisses à dire qu'elle est intenable dans la durée. En premier lieu, cet essai pose un diagnostic factuel sur la situation du commerce extérieur français. Se mettre d'accord sur la réalité de la situation, indépendamment de tout parti-pris politique, est la condition préalable, et absolument nécessaire, à la mise en œuvre d'un plan d'action. Il est clair que si l'on prend pour argent comptant les propos du responsable politique que nous évoquions en avant-propos, qui considère ce déficit inhérent à des contraintes extérieures et incontrôlables, il n'est pas utile de travailler sur un plan d'action : il ne sert à rien de lutter contre la fatalité ! Si *a contrario*, le diagnostic montre que la France porte une part de responsabilités dans la situation actuelle, alors il devient possible d'agir. Dès lors, cet essai propose en second lieu des pistes d'actions qui pourraient, tant au plan institutionnel qu'au niveau des entreprises, contribuer au rétablissement de la dynamique du commerce extérieur de la France.